



**European Committee  
of the Regions**

**L'EUROPE DU POINT DE VUE DES RÉGIONS**

DISCOURS DE MONSIEUR KARL-HEINZ LAMBERTZ, PRÉSIDENT DU COMITÉ EUROPÉEN DES RÉGIONS ,  
À L'OCCASION DE LA CONFÉRENCE "UNE EUROPE DES RÉGIONS VUE SOUS L'ANGLE DE LA RÉGION DE  
LA BALTIQUE", TENUE LE 8 DÉCEMBRE 2017, À KLAIPÉDA, EN LITUANIE

Mesdames et Messieurs,

J'ai été sollicité par M. Böttcher pour entreprendre aujourd'hui de savoir où en est l'Europe du point de vue des régions. C'est pour moi un honneur que d'accéder à cette demande. Mais au préalable, il convient de se poser deux questions: Qu'est-ce que l'Europe? Et une fois que l'on a répondu à cette première question, se pose immédiatement la suivante: Qu'est-ce qu'une région en Europe? Si ma réponse à ces deux questions devait être exhaustive, je dépasserais mon temps de parole et vous n'auriez toujours aucune idée de mon point de vue sur l'Europe et sur le rôle des régions en Europe. Mais la tentation est trop forte.

Qu'est-ce que l'Europe? Lorsque nous observons le globe terrestre, l'Europe n'y apparaît pas de manière évidente. Si nous plaçons une carte du monde sur une table pour l'examiner, deux choses nous sautent aux yeux. En premier lieu: le continent européen est l'un des plus petits de la Terre. En second lieu: ce continent présente de loin la plus forte densité de frontières entre États. Ces dernières se révèlent souvent des blessures infligées par l'histoire, car modifiées par la violence et disputées dans des conflits, et elles ont joué un rôle tout à fait déterminant dans l'histoire du continent, avant tout lorsqu'elles ont été ouvertes. Les hautes heures de l'histoire européenne sonnent bien souvent à l'occasion de l'ouverture de frontières. Nous avons connu cette expérience particulièrement marquante à deux moments, après la seconde guerre mondiale et lors de la chute du rideau de fer.

Qu'est-ce qu'une région? Comme indiqué précédemment en introduction, le continent européen présente la densité la plus élevée de frontières entre États. À y regarder de plus près, l'on peut discerner une autre particularité étonnante au sein de chacun de ces États, à savoir la diversité de leurs régions, souvent bien plus anciennes que les États eux-mêmes dans lesquels elles se trouvent aujourd'hui, et dont la plupart ne se sont constitués en États-nations qu'au cours du XIX<sup>e</sup> siècle. De même, l'on pourra rapidement constater l'existence de différences marquées entre régions au sein de chacun des différents États en Europe. En Allemagne, les habitants de la Bavière et ceux du Schleswig-Holstein ne sont pas toujours parfaitement sur la même longueur d'onde. De surcroît, dès lors qu'ils parlent dans leurs dialectes respectifs, ils ne peuvent même pas se comprendre ne fut-ce que d'un point de vue purement linguistique. La diversité régionale se manifeste encore d'une autre manière. La notion de région s'entend différemment d'un État à l'autre. Il est impossible d'évoquer le rôle



**European Committee  
of the Regions**

des régions au singulier, car chaque État possède son propre modèle régional où diffère l'importance du rôle qu'y jouent les régions. C'est de manière très différenciée et variée qu'il convient d'aborder la réponse à la question de la nature des missions que peuvent assumer ces régions en Europe.

Quel rôle jouent les régions en Europe? Elles peuvent faire valoir en leur faveur un atout d'importance qui résulte de leur proximité bien plus forte avec les citoyens que celle des États-nations. En raison de la manière dont elles se conçoivent elles-mêmes, les régions ont très souvent une autre approche de leur identité que les nations. Cela peut être une chance. Toutefois, où que ce soit en Europe, lorsque l'on évoque aujourd'hui le rôle des régions, la question de la Catalogne s'impose. Hier soir, quelque 40 000 Catalans ont défilé à Bruxelles, là précisément où se trouve mon bureau. Cela a dû être assez agité. La Catalogne est traversée par l'espoir de constituer son propre État. S'agit-il d'une finalité naturelle pour les quelque 300 régions d'Europe? Je ne le crois pas! En effet, ce ne ferait que confirmer en définitive la perception qu'ont jusqu'à présent les États de leur rôle en Europe et ne ferait qu'en accroître le nombre. Je ne connais que très peu de régions où une telle perspective constitue un objectif désirable. En revanche, je connais de nombreuses régions en Europe qui veulent davantage d'autonomie et qui sont prêtes à s'engager de manière plus marquée dans une évolution européenne que cela n'a été le cas ou possible jusqu'à présent.

C'est ce dont je souhaite parler aujourd'hui tout en tentant de répondre à la question de savoir si les régions d'Europe peuvent créer une nouvelle impulsion pour poursuivre le développement de l'intégration européenne. Je crois que c'est bien le cas. Je suis même intimement convaincu qu'il s'agit là de l'unique voie vraiment raisonnable. Cette conviction s'appuie sur certains arguments dont je ne vous ferai pas mystère. Cette voie est toutefois encore semée de nombreuses embûches que je ne souhaite pas davantage passer sous silence. Je suis également intimement convaincu que les prochaines avancées sur cette voie prendront beaucoup de temps, bien plus de temps que ne dure mon mandat de président du Comité européen des régions. Je me réjouirais néanmoins de pouvoir y contribuer au cours de cette période, avec l'ensemble de mes 350 collègues que compte le CdR, parmi lesquels le maire de la ville de Klaipeda.

Examinons d'un peu plus près le monde dans lequel nous vivons et demandons-nous: « Qu'est-ce qui est vraiment en train de s'y passer »? Nous constatons que quelques grandes tendances de fond s'y manifestent. La fondation Bertelsmann, au fil de ses publications régulières sur cette question, estime que la première de ces tendances réside dans l'accroissement dans le monde entier des injustices et des inégalités. En soi, cet avis est déjà



**European Committee  
of the Regions**

très remarquable. Les transformations profondes provoquées par la numérisation, les grands défis de la mondialisation et les conséquences connues de tous des évolutions démographiques, sans pour autant être pleinement reconnues dans toute leur ampleur, renforcent cette tendance. S'y ajoutent les grands défis qui y sont étroitement liés: le changement climatique, les problèmes de migration, la rareté des ressources et le maintien de la paix. Tous ces défis appellent une action politique. Aucun d'eux ne se résoudra de lui-même. Et même si les forces de marché jouent un rôle important dans notre société, l'on ne peut escompter qu'elles soient, à elles seules, en mesure de surmonter ces défis. L'économie planifiée n'y parvient pas davantage. L'échec du communisme « réellement existant » en Union soviétique l'a démontré. Ce qui importe, c'est la bonne architecture politique et les conditions d'ensemble qui en découlent pour l'action économique et sociale. Rien que les livres qui traitent de cette de cette question pourraient remplir bien des bibliothèques. Les approches de solution peuvent présenter autant de facettes que l'on veut, mais une chose me paraît certaine: il n'est plus possible de résoudre les défis que j'ai mentionné brièvement au niveau d'un seul État isolé, qu'il soit aussi puissant que le Grand-Duché de Luxembourg ou aussi petit que la République fédérale d'Allemagne. L'action d'un État isolé ne permet plus de maîtriser de tels problèmes. De ce fait, s'impose une conclusion à laquelle j'attache une grande importance pour la suite de mon exposé. Nous avons au moins besoin de décisions et d'approches valables à l'échelle du continent. Pour de nombreuses questions, nous devons même penser et agir à l'échelle du monde. C'est ce que nous avons vécu de manière impressionnante il y a quelques semaines de cela, lors de la conférence mondiale de Bonn sur le climat.

Nous avons besoin d'une Europe forte et capable d'agir! Pour aujourd'hui, je me cantonnerai à l'Union européenne et je n'évoquerai pas l'Europe du Conseil de l'Europe, qui gagnera certainement à long terme en importance et qui ouvre une perspective véritablement continentale.

À mon sens, il n'existe pas d'alternative réellement souhaitable à une Europe forte et capable d'agir. C'est une thèse que je présente à l'auditoire et qui influence aussi de manière tout-à-fait déterminante mes réflexions sur le rôle des régions. C'est ce qu'ont reconnu de manière tout à fait visionnaire les pères fondateurs de l'Union européenne. Ils ont conçu l'idée de placer sous administration commune les secteurs indispensables pour faire la guerre que sont le charbon et l'acier. Stefan Alexander Entel l'a dépeint de manière très marquante dans son livre « L'heure de la naissance de l'Europe ». On peut y lire également pourquoi nous pouvons tirer de l'exemple des secteurs du charbon et de l'acier, alors que ceux-ci ont perdu depuis lors de leur importance, des idées fortes pour façonner l'avenir de notre continent. Il pourrait



**European Committee  
of the Regions**

s'agir par exemple de l'ensemble du secteur de l'énergie et cela serait très important dans la perspective de la prochaine conférence sur le climat qui se tiendra en Pologne.

Ne perdons pas de vue que le cadre de l'Union européenne a tout de même permis à certaines choses de réussir. Pas à toutes, mais à beaucoup! Ce n'est pas tomber dans l'exagération que d'affirmer, à l'instar de Barack Obama, que l'Union européenne est l'une des plus grandes réussites de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Et j'estime également que le prix Nobel de la paix décerné à l'UE est tout à fait mérité. Toutefois, ce prix a aussi symbolisé toute la difficulté à trouver l'interlocuteur dont on a besoin lorsque l'on veut que l'Europe agisse. Vous souvenez-vous encore de la cérémonie d'Oslo, avec ces trois messieurs les uns à côté des autres? Une discussion difficile l'avait précédée afin de déterminer qui prendrait la parole en premier et quelle serait la répartition des rôles. Je crois que Martin Schulz a pris la décision la plus intelligente, celle de ne pas prendre la parole, mais de recevoir le prix entre ses mains et de le montrer aux caméras. C'est du moins le souvenir que j'en ai gardé. Mais quoiqu'il en soit, ce prix Nobel de la paix était mérité!

L'on peut également qualifier l'euro pour le moins de semi-réussite. Celui-ci pourrait en accomplir bien davantage s'il avait été correctement conçu et si l'on avait créé toutes les conditions nécessaires pour gérer une monnaie commune. Si après la renonciation des États de la zone euro à l'instrument puissant qu'est la dévaluation ou la réévaluation, l'on avait réalisé l'espoir alors entretenu d'une égalisation automatique de la politique économique et budgétaire, alors l'euro constituerait aujourd'hui une véritable réussite.

Même pour des questions cruciales, l'on a trouvé des solutions concrètes, comme ce fut par exemple le cas de l'accord de Dublin concernant l'accueil des demandeurs d'asile en Europe. Qu'en règle générale, l'on doive demander l'asile dans l'État d'arrivée, apparaît à première vue comme un principe de bon sens. Toutefois, cette solution n'a pas été pensée dans toutes ses conséquences, et sûrement pas en connaissance de la géographie de l'Europe. Et il s'est ensuite passé exactement ce que ce passe toujours en Europe. Bien que l'on ait vu toute l'impossibilité de continuer ainsi, l'on a laissé courir les choses en arguant des dites règles de Dublin. Très longtemps, l'on n'a pas su trouver mieux que d'envoyer le pape à Lampedusa, lorsque la situation est devenue explosive. Ne vous méprenez pas sur mes propos: il s'agit là d'un geste valeureux, mais qui ne résout pas le problème. La situation s'est aggravée à vue d'œil et l'UE n'a pas su maîtriser la question de l'asile. Cette incapacité a fondamentalement changé la donne politique en Europe.



**European Committee  
of the Regions**

Les âpres négociations pour former un gouvernement aux Pays-Bas et la défaite de peu d'un populiste xénophobe aux élections présidentielles en Autriche l'ont exprimé de manière impressionnante. Et cela ne fait que commencer. Quel sera par exemple le résultat des élections en Italie? Quand sera constitué le nouveau gouvernement fédéral en Allemagne?

Du reste, le temps nécessaire à former un gouvernement ne dépend pas toujours du changement du paysage politique. Avec 541 jours, c'est la Belgique qui continue de détenir le record de la plus longue durée pour former un gouvernement. Durant cette période, la Belgique s'est acquittée avec succès de sa présidence du Conseil de l'UE, elle a voté une nouvelle loi sur les étrangers et elle a salué l'engagement militaire en Libye, alors qu'elle ne disposait pas d'un gouvernement fédéral pleinement opérationnel. Ce dernier n'a pu intervenir qu'en 2012, après que les partis en négociation aient convenu d'une vaste réforme du fédéralisme, sur la base de laquelle le modèle belge d'État fédéral a été transformé pour la sixième fois. Il s'agit toujours d'un équilibre aussi subtil que complexe entre les points de vue des Flamands et des Wallons, tout en devant tenir compte de surcroît les intérêts des Bruxellois et des Germanophones. Cette situation conduit aux compromis à la belge, aussi proverbiaux que boiteux, qui pourraient tout à fait servir de modèle aux Espagnols et aux Catalans pour trouver une sortie de l'impasse dans laquelle ils se sont retrouvés après l'échec du statut de la Catalogne adopté en 2006 mais suspendu en 2010 par la Cour constitutionnelle. Dans un conflit de cette sorte, il convient de s'asseoir à la table des négociations et d'y rester tout le temps nécessaire pour trouver une solution. Le plus souvent, cette dernière est très compliquée. Comme personne n'en saisit les conséquences dans leurs moindres détails, chacun peut se sentir vainqueur. Ce qui importe avant tout, c'est que l'ensemble fonctionne d'une manière ou d'une autre!

Mais revenons-en à l'Europe. Décrite par Obama comme l'histoire d'un succès et honorée par le prix Nobel de la paix, l'Union devrait en fait susciter sur l'ensemble du continent une euphorie délirante. Mais la réalité est toute autre.



**European Committee  
of the Regions**

À l'heure actuelle, nous observons un scepticisme croissant à l'égard de l'Europe. De plus en plus de citoyens ont cessé de voir en l'Europe un espoir d'améliorer leurs conditions de vie, comme c'était le cas à ses débuts, pour n'y trouver qu'une source d'angoisse, de problèmes, d'aliénation et de peur de tout perdre. Nous connaissons une Europe battue en brèche par le Brexit. Nous avons un Parlement européen où les eurosceptiques jouent un rôle important, susceptible de s'accroître encore davantage qu'à présent après les élections européennes de 2019.

Comment l'expliquer? Est-ce la faute d'une masse énorme d'eurocrates qui s'agitent à Bruxelles et inventent tous les jours une nouvelle réglementation pour les burettes d'huile? Ce n'est pas vrai! Au total, l'Europe dispose de moins de collaborateurs que n'importe quelle ville moyenne en Allemagne. Si l'on fait abstraction des interprètes et des traducteurs, leur nombre est encore bien moindre.

Est-ce que c'est parce que les citoyens ne comprennent pas le travail extraordinaire qu'accomplissent les institutions de l'UE? Il semble que cette idée domine dans les têtes d'un certain nombre de ses collaborateurs. Encore récemment, j'en ai été moi-même témoin à Rotterdam, lors d'une discussion sur le programme urbain de l'UE. Un bureaucrate de Bruxelles s'essayait d'un ton doctoral à expliquer à des maires qui en ont vu d'autres comment doit fonctionner une ville. Ce n'est pas vraiment la manière de susciter de l'enthousiasme pour l'Europe.

Est-ce que c'est parce que les citoyens ne comprennent pas vraiment l'idée de l'Europe? Je pense que c'est vrai, au moins pour partie, car depuis le début, l'Europe a été bien trop le projet d'une élite. L'on n'a pas cherché à y faire dûment participer les citoyens. Mais le véritable problème est autre. L'Europe connaît des difficultés du fait d'un certain nombre de dysfonctionnements aussi graves que lourds de conséquences, ou pour l'exprimer autrement, parce que dans divers domaines, elle se trouve dans une situation plus que délicate. J'en évoquerai ici quelques-unes, sans prétendre à l'exhaustivité. Nous constaterons alors très vite qu'en dernier ressort, nombre de ces situations sont causées par la défaillance du mécanisme de décision européen. À cet égard, les États portent la plus grande part de responsabilité. Ceci vaut tout particulièrement pour les plus éminents de leurs hommes politiques, qui semblent opérer une mue, de manière aussi régulière qu'indolore, dans les avions qui les amènent à Bruxelles et les ramènent dans leur capitale. À Bruxelles, ils prennent part à la décision. Une fois rentrés dans leurs pays, plantés devant les micros et les caméras, ils s'arrogent le mérite de tous les aspects positifs d'une décision tout en mettant sur le compte exclusif de Bruxelles



**European Committee  
of the Regions**

les aspects moins reluisants. Ils omettent évidemment de préciser que Bruxelles, c'est aussi eux-mêmes.

Pour poursuivre sur les situations délicates, je voudrais présenter ici très brièvement quelques-unes. La plus lourde de conséquences, c'est la posture plus qu'improbable sur le plan biologique dans laquelle se trouve l'UE, parce qu'elle est à la fois un géant et un nain. L'Union est un géant lorsqu'il s'agit de régler des peccadilles que l'on traiterait bien mieux à un autre échelon. Il sévit une véritable rage de réglementer, qui n'a cessé de s'aggraver au fil des décennies, et dont il n'est plus possible de guérir certaines personnes à Bruxelles. L'Union est un nain pour régler les grandes causes. Pour de nombreuses décisions importantes, l'UE ne dispose même pas dans le monde, ni même en Europe, de l'embryon du poids politique qui devrait lui incomber. On pourra toujours arguer que, pour autant que le soleil soit suffisamment bas sur l'horizon, même le plus petit des nains projette une grande ombre, mais c'est évidemment un peu court. Il faut totalement inverser les pôles et répartir le poids autrement. Fidèle à la devise « Faute de solution, crée une commission », la Commission européenne s'efforce d'y parvenir au moyen de sa task-force sur la subsidiarité, sur laquelle je reviendrai encore par la suite. Mais laissons de côté la plaisanterie. Je sais gré au président Juncker d'avoir accueilli le Comité des régions au sein de cette task-force, en tant que troisième partenaire aux côtés du Parlement européen et des Parlements nationaux, contrairement aux intentions initiales de la Commission.

J'ai déjà évoqué précédemment une autre situation délicate, celle de la position de la monnaie unique, instaurée sans que l'on ait suffisamment intégré les domaines politiques en rapport. Une autre situation délicate concerne l'architecture institutionnelle dans son ensemble. Même si l'on ne peut nier que les ministres au Conseil et les commissaires disposent d'une certaine légitimité démocratique, l'ensemble du mécanisme décisionnel manque d'efficacité et d'un ancrage démocratique. Ce mécanisme en soi n'est pas en mesure de réellement fonctionner parce que l'on n'est pas parvenu à adapter dans le traité de Nice les règles qui le régissent de manière à ce qu'elles demeurent praticables avec 28 États membres. Ce qui était possible avec 6, 12 ou 15 États n'est pas forcément réalisable à 28. La règle de l'unanimité joue un rôle bien trop important dans l'Union européenne et les procédures de prise de décision sont trop complexes. Actuellement, nous souffrons tous les jours de ne pas les avoir modifiées avant que l'Union ne s'élargisse.

Passons à la situation délicate suivante. Il est un fait que les piliers de l'Union européenne n'ont pas tous été bâtis aussi solidement. L'Union européenne dispose d'un droit de la concurrence solide et il ne manque pas d'arguments pour le maintenir en place et pour le



**European Committee  
of the Regions**

développer de manière proportionnée. Toutefois, le socle social et les possibilités d'agir dans le domaine des services d'intérêt général, ce que l'on appelle si joliment en français l'«État providence», se sont étiolés et peuvent être en tout cas être développés plus avant. Il y a quelques jours, nous avons pu constater à Göteborg combien il est difficile de consolider ce socle et de le développer sans rompre l'égalité des droits. Mais nous en avons besoin pour progresser sur la voie d'un développement plus juste de l'Europe et pour pallier l'une de ses grandes tares congénitales, manifeste dans tous les documents de depuis le début.

Je qualifierais encore de situation délicate l'art et la manière dont l'on a traité la crise bancaire, financière, économique et celle de la dette souveraine. Il est aussi inacceptable qu'intolérable que les agissements irresponsables des banques aient en définitive dégénéré en une crise de la dette souveraine, dont nous subissons aujourd'hui encore les conséquences. Cette situation témoigne pour le moins de toute l'expressivité de l'emprise du monde de la finance sur l'économie réelle. Il s'impose de rectifier le tir. Pour ce faire, il est nécessaire d'établir des règles à l'échelle mondiale ou au moins européenne. Dans ce domaine, il reste encore beaucoup à faire et il est ardemment nécessaire de poser les bons choix. Regardons toutes les promesses venues de tous les camps politiques lorsque la crise bancaire de 2008 liait les pieds et les poings de l'Europe, et ce qu'il en est advenu depuis lors. Qu'en est-il du minimum de justice fiscale, qu'invoquait encore récemment le commissaire Moscovici en reconnaissant que la fraude-carrousel à la TVA réduisait chaque année les recettes fiscales en Europe d'un montant de quelque 30 milliards d'euros? Au regard du budget européen, ce n'est pas une somme anodine.

Nous touchons ainsi la situation délicate suivante. Le grand projet qu'est l'Europe devrait être financé avec un pour cent du produit intérieur brut européen. Pour reprendre la comparaison qu'a récemment faite le commissaire Oettinger, c'est le prix d'une tasse de café par habitant et par jour. Voilà le prix que nous sommes prêts à payer pour l'Europe. On ne peut guère prendre cela au sérieux, mais c'est la réalité que nous devons nous affronter assez longtemps encore. En outre, une politique d'austérité a été mise en œuvre au cours des dernières années, dont les conséquences ont été très diverses pour chacun des différents États. Dans ce contexte, le débat s'est avéré très difficile, notamment avec la République fédérale d'Allemagne, quelles que soient les personnes qui y détiennent le pouvoir. Mais il est toutefois encore plus compliqué avec certains qu'avec d'autres. Ceci aussi doit changer, car autrement nous casserons l'Europe à force d'économiser.

C'était là quelques-unes des situations délicates que je souhaitais évoquer brièvement. Pour pouvoir remettre l'Europe en ordre de marche, il va falloir nous atteler à résoudre tous ces





**European Committee  
of the Regions**

problèmes. Mais il nous faut encore nous saisir d'une autre question, qui me semble importer tout autant, et pour laquelle nous avons pu constater au cours de ces dernières années qu'en Europe, les points communs sont encore moins nombreux qu'on ne le pense bien souvent. Je veux parler des valeurs européennes. L'Europe, ce n'est pas seulement un marché intérieur ou une monnaie commune. Fondamentalement, l'Europe, c'est une communauté de valeurs, et elle doit le rester. Toutefois, des divergences significatives se manifestent dans ce domaine. Seuls le dialogue et les contacts permettront toutefois de les dissiper, pour autant que ce soit possible. À cet égard, le président Juncker a su trouver des paroles éclairantes dans le discours qu'il a prononcé en septembre sur l'état de l'Union. Il y a évoqué une Europe qui repose à son sens sur trois principes. J'y ajouterais encore une quatrième dimension. Il dit que l'Europe repose sur la liberté, l'égalité et l'état de droit. Rien n'est plus vrai même si nous n'en avons pas tous toujours conscience. Mais l'Europe repose aussi sur la solidarité, et à mon sens, celle-ci appartient au panthéon des valeurs fondamentales de l'Europe.

Mais dans tout ceci, quel rôle jouent les régions? Je ne crois pas qu'elles prendront la place des États dans un avenir prochain et je ne suis pas non plus convaincu qu'elles devraient vraiment le faire. De mon point de vue, une autre question revêt une importance déterminante. Toute importante que puisse être la capacité de l'Europe à gouverner, la perception qu'en ont les citoyennes et les citoyens importe davantage encore et constitue en fait son véritable banc d'essai. Il n'est possible de réussir toutes les politiques que j'ai évoquées précédemment que si les citoyens perçoivent que l'action de l'Europe apporte une véritable valeur ajoutée là où ils vivent, dans leurs villages, dans leurs régions et leurs villes. Cette valeur ajoutée revêt trois facettes: économique, sous la forme d'une amélioration durable de leurs conditions de vie; intellectuelle, sous la forme d'un attachement à des valeurs; et émotionnelle. Cette dernière facette est tout à fait déterminante: les sentiments doivent être présents lorsque je dois apprécier, voire aimer, quelque chose. Ceci vaut aussi pour l'Europe! Et c'est exactement pourquoi les collectivités territoriales jouent un rôle aussi important. Elles constituent en Europe l'échelon politique auquel les citoyens accordent la plus grande confiance, encore davantage qu'à l'Union européenne et à ses États membres. Elles sont avant tout l'échelon auquel les citoyens peuvent accéder en personne aux hommes politiques responsables. Ici, à Klaipėda, personne ne peut téléphoner tous les jours à M. Juncker ni rencontrer M. Tusk en personne. Mais chacun peut s'adresser directement à son maire et lui dire ce qu'il pense de sa politique. Et le citoyen de Klaipėda, tout comme les citoyens des autres cent cinquante mille communes en Europe, se moque bien de savoir si telle ou telle question relève de la compétence de l'Europe, de l'État, de la région ou de la ville. Le citoyen veut une solution à ses problèmes. Et il en saisit l'instance qu'il connaît le mieux et à laquelle il peut s'adresser. C'est pourquoi l'Europe ne peut réussir que si tant



**European Committee  
of the Regions**

chaque citoyen que chaque responsable local et régional est convaincu que l'Europe n'est pas seulement à Bruxelles, à Strasbourg ou à Luxembourg, mais chez lui, sur place, et en priorité là où vivent les citoyens.

Une fois que l'on a saisi toutes les implications de cette affirmation, alors on se trouve déjà dans le changement déterminant de paradigme dont dépend le succès de l'avenir de l'Europe. Il est très aisé de formuler ce constat essentiel, mais il est incroyablement difficile de l'appliquer. Pour que cela soit possible, il doit s'établir une communication dans les deux sens. Premièrement, ce qui se passe en Europe doit parvenir jusqu'au quotidien des citoyens et être présenté de manière utile et sensée, sans importuner ou créer de difficultés supplémentaires. Deuxièmement, ce qui se passe sur le terrain doit aussi arriver sur les bureaux des décideurs européens, mais avant tout dans leurs têtes. C'est très important mais pas aussi simple car l'échelon régional et local connaît en Europe des configurations très diverses. Le grand défi consiste à faire en sorte que ce processus de coopération mutuelle produise en définitive quelque chose de raisonnable. Comme le disait l'ancien chancelier Kohl: « En fin de compte, ce qui importe, c'est ce qui en sortira par la suite ».

En Europe, les régions présentent des visages très divers. Concrètement, lorsque l'on traite de l'Union européenne, on doit en examiner 28 variations. Même le nombre d'États membres se réduira prochainement à 27, cette tâche n'en est pas sensiblement simplifiée pour autant. Il importe au plus haut point de bien connaître ces différences régionales et d'en appréhender tous les détails. Ce faisant, l'on ne saurait se cantonner à la situation telle qu'elle se présente à l'instant présent. Il importe de comprendre leur évolution historique et d'évaluer les perspectives d'avenir qu'elles présentent. C'est tout un travail d'Hercule, pour l'accomplissement duquel la recherche scientifique peut apporter une très forte contribution. Dans ce contexte, il incombe toutefois aussi une mission concrète au Comité des régions, à laquelle celui-ci devrait du reste œuvrer en coopération avec les associations faitières européennes de régions et avec le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe. La diversité régionale en Europe est impressionnante. Une région, cela signifie tout autre chose en Allemagne qu'en France, en Roumanie ou en Finlande. Nonobstant, il y a aussi des choses que l'on peut comparer.

Du reste, la structure des régions n'importe pas plus que les identités régionales. Ces identités régionales existent-elles vraiment? Poser cette question, n'est-ce pas se lancer à la recherche du monstre du Loch Ness? Car avant de me demander comment je vais l'attraper, je dois d'abord me demander s'il existe bel et bien. Il en va de même pour les identités, tout particulièrement lorsqu'il s'agit d'identités collectives. Nombre de personnes ont déjà tant de



**European Committee  
of the Regions**

problèmes avec leur propre identité qu'il leur faut toute leur vie consulter un psychiatre. Lorsque nous nous mettons en quête des identités collectives, l'échelon régional est le plus pertinent et le plus authentique. Les identités régionales marquent les personnes plus fortement encore que les identités nationales, tout en se prêtant bien plus rarement que ces dernières à leur dévoiement ethnique ou à des conflits violents.

Les identités ont une particularité. Elles se nourrissent d'une ségrégation. En effet, il n'est possible de définir son identité qu'en se déclarant différent des autres. Ce processus commence dès la plus tendre enfance. La séparation de la mère est le premier stade pour prendre conscience de sa propre identité. Une identité régionale n'a de substance qu'à partir du moment où des personnes habitant un territoire donné ressentent un sentiment d'appartenance commune et se sentent différentes de celles qui occupent d'autres territoires. Dans le même temps, c'est là que réside tout le problème. C'est dans cette caractéristique essentielle des identités collectives que se niche toute la problématique. Les identités peuvent constituer tout à la fois un bienfait et un danger. Si je ne comprends ma différence qu'en ne me référant qu'à moi-même et qu'en ne considérant le reste de l'humanité que comme hostile, alors ma compréhension de l'identité régionale ressemble au nationalisme ostracisant qui n'a apporté et n'apporte encore que des malheurs indicibles au monde. Si je tire toutefois parti de mon identité comme d'un enracinement dans ma région et que cet ancrage me permet de m'ouvrir à l'extérieur, pour entrer en contact avec d'autres, pour travailler et échanger avec eux, alors je ne cesse d'évoluer et je permets à l'aspect bienfaisant de mon identité régionale de prospérer. La recherche scientifique permet d'affirmer que l'on peut reconnaître les régions qui réussissent au fait qu'elles sont à la fois profondément enracinées et intégrées dans un large réseau. Et c'est précisément cette idée de l'identité à laquelle je pense pour des régions fortes en Europe qui jouent un rôle significatif dans l'intégration européenne.

Ce thème de l'identité régionale prend une tournure tout-à-fait passionnante dans le cadre de la coopération territoriale. Il s'agit là soit d'une coopération par-delà les frontières, de la coopération macrorégionale par exemple dans les bassins de la Baltique, des Alpes ou du Danube, soit d'une coopération interrégionale qui rassemble des régions plus éloignées les unes des autres et n'ont pas de frontières communes. La coopération territoriale recèle de grandes possibilités de poursuivre le développement de l'intégration européenne. Elle est l'une des pièces maîtresses de la cohésion de l'Europe et de la politique du même nom qui en découle. Elle est inscrite dans l'ADN de l'Union et sa continuation est déterminante pour l'avenir de l'Europe. C'est pourquoi nous luttons au sein du CdR de toutes nos forces, si modestes soient-elles, contre toute tentative de limiter, de réduire, voire de supprimer la



**European Committee  
of the Regions**

politique de cohésion, que ce soit pour des raisons financières ou autres. C'est pourquoi nous avons lancé en octobre dernier, de concert avec six associations européennes de régions, une «Alliance pour la cohésion» qui milite en faveur du maintien au sein de l'UE après 2020 d'une politique de cohésion forte, dotée de moyens suffisants et dont toutes les régions puissent bénéficier – sachant que ce dernier aspect est très important.

La cohésion joue un rôle essentiel. Faute de cohésion, l'Europe tombera en morceaux. La cohésion englobe également toute la dimension de la politique extérieure, un aspect que je n'approfondirai pas davantage aujourd'hui, faute de temps. Au sein du Comité des régions, cette dimension trouve son expression dans la CORLEAP et dans l'ARLEM, des coopérations tournées respectivement vers le partenariat oriental et vers le bassin méditerranéen. L'on y travaille en lien étroit avec les collectivités locales de ces régions du voisinage de l'Union.

L'on peut étendre cette compréhension du rôle européen des régions à de nombreux autres domaines d'action politique. Je voudrais en citer ici quelques exemples. Il s'agit entre autres des conséquences sur le terrain et sur la vie quotidienne des citoyens de la numérisation, tout comme des effets du changement climatique ou du risque d'un effondrement des transports. Ce qui est en jeu, c'est l'avenir des villes et des régions rurales, ou plus exactement, la relation entre les villes et les zones qui les entourent, dans un monde qui s'articule de plus en plus autour de métropoles. La politique migratoire est aussi une question fondamentale. Alors que les régions ne peuvent pour ainsi dire pas influencer ce qui se passe ou ce qui devrait se passer aux frontières extérieures de l'Union et dans les pays d'origine, elles se retrouvent en première ligne lorsqu'il s'agit d'accueillir sur place les migrants et de les intégrer. C'est en dernier ressort la qualité de leur travail qui détermine la réussite ou l'échec de l'intégration. L'enjeu n'est pas tant celui du nombre de personnes qui arrivent, mais avant tout celui du type de politique que l'on met en œuvre. Et en la matière, du point de vue des collectivités territoriales, il reste encore beaucoup à faire.

De même, les capacités des collectivités territoriales à agir et à investir sont touchées à des titres divers par les réglementations et les décisions prises à l'échelon de l'UE. Ces collectivités jouent un rôle important dans la mise en œuvre concrète de nombreuses directives de l'UE et sont responsables de 70 % environ des investissements publics en Europe. Il nous faut des méthodes intelligentes pour configurer l'architecture de l'union monétaire, pour mettre en œuvre la politique de cohésion, pour faire participer les régions à la stratégie d'investissement du plan Juncker, pour accroître la souplesse des critères du pacte de stabilité et de croissance, ainsi que pour combiner les approches territoriales des politiques avec les stratégies



**European Committee  
of the Regions**

sectorielles en matière d'innovation et d'infrastructures de communication. En dernier lieu, ce qui importe, ce sont les résultats concrets que les citoyens voient sur le terrain.

Mesdames et Messieurs,

Il sera très difficile de mettre en œuvre tout ce que je viens d'évoquer avec le mode de fonctionnement de l'UE tel qu'il existe à l'heure actuelle. Il serait formidable de pouvoir laisser un instant de côté les affaires du quotidien pour s'asseoir et réfléchir calmement à la manière dont l'on pourrait améliorer radicalement ce mode de fonctionnement de l'UE. Cela ne marchera pas, ne fut-ce que par ce que l'Europe doit continuer à vivre au quotidien et qu'il faut obtenir l'unanimité pour pouvoir changer les règles actuelles. Pour continuer à développer l'UE sur le plan institutionnel, il est nécessaire d'emprunter simultanément deux voies. En premier lieu, il convient d'enclencher des améliorations à court terme, si possible encore avant les élections européennes, pour que les citoyens puissent à nouveau croire en l'Europe. En second lieu, il convient de préparer des améliorations structurelles des traités de l'UE. Nous devons continuer à développer l'Europe dans l'esprit qu'a indiqué le président Juncker dans son discours sur l'état de l'Union, dans celui que le président français Macron ne cesse d'invoquer dans ses discours et dans celui qui se reflète dans le discours qu'a prononcé hier encore Martin Schulz à Berlin. Nous devons œuvrer à une communauté européenne forte et savoir qui veut y participer. Nous ne pouvons plus nous contenter du plus petit dénominateur commun. Le mieux pour pouvoir réaliser une Europe forte, c'est que les 27 partenaires avancent au même rythme. Mais si nécessaire, elle doit aussi pouvoir progresser à plusieurs vitesses. Ce qui est déterminant, c'est que tous avancent dans la même direction. Aujourd'hui, c'est précisément ce qui s'avère tout particulièrement difficile en Europe.

Mesdames et Messieurs, cela fait maintenant bien longtemps que vous m'écoutez attentivement. Je n'ai pas pu vous parler de nombreux sujets que je voulais aborder. Je voudrais terminer par une citation que j'aime formuler à la fin d'un discours sur le thème de l'Europe, car je la tiens pour tout particulièrement pertinente. Il existe de nombreuses raisons pour lesquelles l'Europe est en crise. Mais il y a une raison essentielle de faire avancer l'Europe. L'Europe est la solution des problèmes de ce début de XXI<sup>e</sup> siècle. Pour y parvenir, il nous faut du courage. Avoir plus de courage de faire l'Europe, comme l'a déclaré en 2012 Joachim Gauck, qui était alors le président de la République fédérale d'Allemagne, dans le discours important sur la politique européenne qu'il avait prononcé à Berlin, « Nous devons avoir le courage de faire l'Europe. C'est-à-dire de laisser de côté toutes nos réserves sur l'Europe et, au contraire, d'en porter haut les couleurs. C'est-à-dire de ne pas renâcler à la



**European Committee  
of the Regions**

tâche, mais de nous en saisir. C'est-à-dire de ne pas subir, mais d'agir!». Je crois que ce sont là de beaux mots de conclusion.

Je vous remercie de votre attention.

CHECK AGAINST DELIVERY